

Administration communale d'Anderlecht
Gemeentebestuur van Anderlecht

EXTRAIT DU REGISTRE AUX PROCES-VERBAUX
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL D'ANDERLECHT

UITTREKSEL VAN DE NOTULEN DER BERAADSLAGINGEN
VAN DE GEMEENTERAAD VAN ANDERLECHT

Séance du / Vergadering van
19.04.2012

SEANCE PUBLIQUE
OPENBARE VERGADERING

Présents - Aanwezig : G. Van Goidsenhoven, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter, F. Cumps, A. Vanpévenage, F. Miroir, M. Cassart, L. Lapage, M. Akouz, W. Raes, F. El Ikdimi, Echevins/Schepenen ; P. Reniers, E. Tomas, W. Vandebossche, J. Eckelmans, F. Carlier, J. Van Assche, F. Laanan, P. Debry, I. Emmery, G. Wilmart, M. El Manti, G. Vandecasteele, E. Wilmet, R. Nenain, P. Michiels, I. Peetermans, H. Yigit, A. Kaya, A. Boustani, N. Bomele, K. Adine, E. Roex, L. De Keyzer, R. Pypens, C. Dielis, O. Dubru, M. Garti Moulki, P. Empain, A. Devloo, D. Raveri, S. Van Hee, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden; J. Verhulst, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.

Absents-Afwezig : D. Depré, Echevine/Schepen. A. Drouart, M. Vermonden, M. Grieten, R. Assys, Conseillers communaux /Gemeenteraadsleden.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

17. DÉVELOPPEMENT URBAIN ET MOBILITÉ - RÈGLEMENT-TAXE RELATIF AU STATIONNEMENT SUR LA VOIE PUBLIQUE. RENOUVELLEMENT, MODIFICATION – APPROBATION.

Anderlecht, le 3 avril 2012

LE COLLEGE AU CONSEIL.

Mesdames, Messieurs,

Vu sa délibération du 26 mai 2011 concernant le renouvellement et la modification du règlement-taxe relatif au stationnement sur la voie publique pour un terme expirant le 31 mars 2015 ;

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales telle que modifiée par la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale et la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales adopté par le Conseil Communal en date du 1^{er} mars 2007 ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, et l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu le Plan Communal de stationnement adopté par le Conseil Communal le 17 septembre 2009 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant qu'une meilleure rotation des véhicules en stationnement doit être poursuivie, par le biais de l'extension des zones bleues, des zones payantes et des zones où le stationnement est limité dans le temps, tout en octroyant des facilités aux habitants et à certaines catégories d'usagers ;

dès lors, nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, d'approuver :

- le renouvellement et la modification du règlement-taxe relatif au stationnement sur la voie publique, tel qu'il figure ci-dessous, pour un terme de 5 ans, prenant cours le 1er juillet 2011 et expirant le 30 juin 2016 ;
- le maintien ou l'adaptation en zone verte et rouge des zones bleues existantes et la création de nouvelles zones sur le territoire communal.
- la modification de la carte évènements.

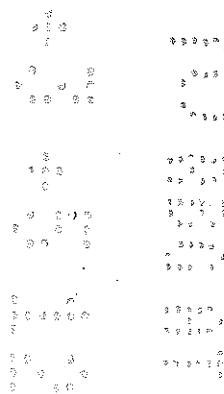
Conformément à la loi, la décision précitée sera soumise aux autorités de tutelle compétentes.

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

J. VERHULST

G. VAN GOIDSENHOVEN



ANCIENNE VERSION	NOUVELLE VERSION
Article 6 : cartes communales de stationnement	Article 6 : cartes communales de stationnement
a) <u>Carte Habitant</u> :	a) <u>Carte Habitant</u> :
§1. Toute personne inscrite aux registres de la population de la commune d'Anderlecht peut obtenir une carte habitant par véhicule immatriculé à son nom ou pour tout véhicule dont elle prouve qu'elle en a l'usage permanent. Toutefois, le nombre est limité à 3 cartes par ménage, tel que défini aux registres de la population.	§1. Toute personne inscrite aux registres de la population de la commune d'Anderlecht peut obtenir une carte habitant par véhicule immatriculé à son nom ou pour tout véhicule dont elle prouve qu'elle en a l'usage permanent. Toutefois, le nombre est limité à 3 cartes par ménage, tel que défini aux registres de la population.
§2. La carte habitant ne dispense jamais d'alimenter les horodateurs en zone rouge.	§2. La carte habitant ne dispense jamais d'alimenter les horodateurs en zone rouge.
§3. La carte habitant peut être attribuée à un véhicule de plus de 3,5 tonnes pour tout habitant dont l'activité professionnelle justifie de l'utilité de ce type de véhicule. La demande sera soumise à l'appréciation du Collège des Bourgmestre et Echevins.	§3. La carte habitant peut être attribuée à un véhicule de plus de 3,5 tonnes pour tout habitant dont l'activité professionnelle justifie de l'utilité de ce type de véhicule. La demande sera soumise à l'appréciation du Collège des Bourgmestre et Echevins.
§4. La carte habitant est valable dans le secteur du domicile de l'utilisateur. A la demande du titulaire de la carte, la validité de la carte habitant peut être étendue à un deuxième secteur de la Commune au choix. A défaut de choix d'un second secteur, la carte habitant est valable dans le secteur du domicile de l'utilisateur et dans le secteur du Centre. Le titulaire de la carte habitant peut modifier le choix du second secteur de validité de sa carte. Il ne sera toutefois toléré qu'une seule modification du choix du second secteur de validité de la carte habitant par an. Les secteurs sont définis par l'Administration communale et communiqués au titulaire de la carte habitant. La Commune se réserve le droit de modifier les secteurs dans lesquels la carte habitant est valable en fonction de l'évolution de la pression du stationnement.	§4. La carte habitant est valable dans le secteur du domicile de l'utilisateur. A la demande du titulaire de la carte, la validité de la carte habitant peut être étendue à un deuxième secteur de la Commune au choix. A défaut de choix d'un second secteur, la carte habitant est valable dans le secteur du domicile de l'utilisateur et dans le secteur du Centre. Le titulaire de la carte habitant peut modifier le choix du second secteur de validité de sa carte. Il ne sera toutefois toléré qu'une seule modification du choix du second secteur de validité de la carte habitant par an. Les secteurs sont définis par l'Administration communale et communiqués au titulaire de la carte habitant. La Commune se réserve le droit de modifier les secteurs dans lesquels la carte habitant est valable en fonction de l'évolution de la pression du stationnement.

§5. Le tarif suivant est d'application :

1. La première carte d'un même ménage est gratuite. Elle sera valable pendant la durée de son inscription dans la commune ou tant qu'il garde son immatriculation. Toute modification soit d'adresse, soit de véhicule ou d'immatriculation doit être déclarée auprès du service du stationnement.
2. La seconde carte d'un même ménage est valable un an au prix de 50 € par an.
3. La troisième carte d'un même ménage est valable un an au prix de 200 € par an.

§6. Les documents suivants doivent être présentés au moment de l'introduction de la demande :

- la carte d'identité ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule ;
- le certificat d'assurance établissant le cas échéant que le bénéficiaire est l'utilisateur habituel du véhicule ;
- la déclaration dûment complétée et signée.

b) Carte Visiteur pour les zones de stationnement payant :

§1. Tout habitant domicilié en zone verte ou rouge, dont le ménage ne dispose pas d'une carte habitant peut obtenir une carte visiteur. Le nombre est limité à une carte par ménage, tel que défini dans les registres de la population. La carte visiteur donne droit, dans ce cas, à un quota de 250 € de stationnement gratuit par an.

§2. Tout habitant domicilié en zone verte ou rouge, dont le ménage dispose au moins d'une carte habitant, peut obtenir une carte visiteur. Le nombre est limité à une carte par ménage, tel que défini dans les registres de la population. La carte

§5. Le tarif suivant est d'application :

1. La première carte d'un même ménage est gratuite. Elle sera valable pendant la durée de son inscription dans la commune ou tant qu'il garde son immatriculation. Toute modification soit d'adresse, soit de véhicule ou d'immatriculation doit être déclarée auprès du service du stationnement.
2. La seconde carte d'un même ménage est valable un an au prix de 50 € par an.
3. La troisième carte d'un même ménage est valable un an au prix de 200 € par an.

§6. Les documents suivants doivent être présentés au moment de l'introduction de la demande :

- la carte d'identité ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule ;
- le certificat d'assurance établissant le cas échéant que le bénéficiaire est l'utilisateur habituel du véhicule ;
- la déclaration dûment complétée et signée.

b) Carte Visiteur pour les zones de stationnement payant :

§1. Tout habitant domicilié en zone verte ou rouge, dont le ménage ne dispose pas d'une carte habitant peut obtenir une carte visiteur. Le nombre est limité à une carte par ménage, tel que défini dans les registres de la population. La carte visiteur donne droit, dans ce cas, à un quota de 250 € de stationnement gratuit par an.

§2. Tout habitant domicilié en zone verte ou rouge, dont le ménage dispose au moins d'une carte habitant, peut obtenir une carte visiteur. Le nombre est limité à une carte par ménage, tel que défini dans les registres de la population. La carte

visiteur donne droit, dans ce cas, à un quota de 50 € de stationnement gratuit par an. §3. La durée de gratuité du ticket est limitée à 4h30 par jour. Le véhicule visiteur doit stationner à proximité du domicile du propriétaire de la carte visiteur ou habitant et uniquement en zone verte. §4. Le titulaire de la carte sera tenu responsable, solidairement avec l'usager, des éventuels abus d'utilisation, y compris du paiement de la taxe enrôlée en cas de dépassement de délai ou non respect des modalités d'utilisation. §5. La carte visiteur est gratuite. Sa durée de validité est illimitée. Il sera néanmoins réclamé une caution de €10 qui sera remboursée lors de la restitution définitive de la carte. §6. Les documents suivants doivent être présentés au moment de l'introduction de la demande : –la carte d'identité ; –la déclaration dûment complétée et signée	visiteur donne droit, dans ce cas, à un quota de 50 € de stationnement gratuit par an. §3. La durée de gratuité du ticket est limitée à 4h30 par jour. Le véhicule visiteur doit stationner à proximité du domicile du propriétaire de la carte visiteur ou habitant et uniquement en zone verte. §4. Le titulaire de la carte sera tenu responsable, solidairement avec l'usager, des éventuels abus d'utilisation, y compris du paiement de la taxe enrôlée en cas de dépassement de délai ou non respect des modalités d'utilisation. §5. La carte visiteur est gratuite. Sa durée de validité est illimitée. Il sera néanmoins réclamé une caution de €10 qui sera remboursée lors de la restitution définitive de la carte. §6. Les documents suivants doivent être présentés au moment de l'introduction de la demande : –la carte d'identité ; –la déclaration dûment complétée et signée
c) <u>Carte Visiteur événements</u> §1. Tout habitant domicilié dans une zone verte, rouge ou bleue contrôlée entre 18 h et 24 h peut obtenir une carte visiteur événements. Cette carte se présente sous forme de billets dont le nombre est limité à 10 par année à dater de la première demande, et par ménage tel que défini dans les registres de la population. Les billets peuvent être achetés à l'unité (au prix de 0,50 €), sans possibilité de reporter le nombre de billets non utilisés sur l'année suivante. §2. Tout habitant domicilié en zone verte ou rouge contrôlée entre 18 h et 24 h peut bénéficier à la fois de la carte visiteur pour les zones de stationnement payant et de la carte visiteur événements.	c) <u>Carte Visiteur événements</u> §1. Tout habitant domicilié dans une zone verte, rouge ou bleue contrôlée entre 18 h et 24 h peut obtenir une carte visiteur événements. Cette carte se présente sous forme de billets dont le nombre est limité à 20 par année à dater de la première demande, et par ménage tel que défini dans les registres de la population. Les billets peuvent être achetés à l'unité (au prix de 0,50 €), sans possibilité de reporter le nombre de billets non utilisés sur l'année suivante. §2. Tout habitant domicilié en zone verte ou rouge contrôlée entre 18 h et 24 h peut bénéficier à la fois de la carte visiteur pour les zones de stationnement payant et de la carte visiteur événements.

§3. Chaque billet permet à un véhicule visiteur de rester stationné de 18 h à 24 h, pour une durée de 6 h, sans possibilité de fractionner cette période de 6 h en deux ou plusieurs périodes plus courtes. Le véhicule visiteur doit stationner à proximité du domicile du propriétaire de la carte visiteur dans la zone du Parc Astrid.	§3. Chaque billet permet à un véhicule visiteur de rester stationné de 18 h à 24 h, pour une durée de 6 h, sans possibilité de fractionner cette période de 6 h en deux ou plusieurs périodes plus courtes. Le véhicule visiteur doit stationner à proximité du domicile du propriétaire de la carte visiteur dans la zone du Parc Astrid.
§4. Pour utiliser le billet, il suffit de transmettre par SMS l'immatriculation du véhicule visiteur et la date à laquelle il désire stationner dans la zone verte, rouge ou bleue selon les modalités figurant sur le billet. Ces données sont automatiquement transférées dans la base de données et dispensent l'utilisateur du véhicule dont l'immatriculation a été communiquée d'apposer un disque de stationnement derrière le pare-brise de son véhicule à la date indiquée. Le billet ne peut être utilisé qu'une seule fois.	§4. Pour utiliser le billet, il suffit de transmettre par SMS l'immatriculation du véhicule visiteur et la date à laquelle il désire stationner dans la zone verte, rouge ou bleue selon les modalités figurant sur le billet. Ces données sont automatiquement transférées dans la base de données et dispensent l'utilisateur du véhicule dont l'immatriculation a été communiquée d'apposer un disque de stationnement derrière le pare-brise de son véhicule à la date indiquée. Le billet ne peut être utilisé qu'une seule fois.
§5. La carte visiteur événements est strictement personnelle. Elle ne peut être ni cédée, ni revendue à une tierce personne. Le titulaire de la carte sera tenu responsable, solidairement avec l'usager, des éventuels abus d'utilisation, y compris du paiement de la taxe enrôlée en cas de dépassement de délai ou non respect des modalités d'utilisation. En cas de cession avérée de la carte visiteur événement à une tierce personne, le titulaire de la carte concerné perdra le bénéfice de la carte visiteur événement.	§5. La carte visiteur événements est strictement personnelle. Elle ne peut être ni cédée, ni revendue à une tierce personne. Le titulaire de la carte sera tenu responsable, solidairement avec l'usager, des éventuels abus d'utilisation, y compris du paiement de la taxe enrôlée en cas de dépassement de délai ou non respect des modalités d'utilisation. En cas de cession avérée de la carte visiteur événement à une tierce personne, le titulaire de la carte concerné perdra le bénéfice de la carte visiteur événement.
§6. Les documents suivants doivent être présentés au moment de l'introduction de la demande : –la carte d'identité ; –la déclaration dûment complétée et signée	§6. Les documents suivants doivent être présentés au moment de l'introduction de la demande : –la carte d'identité ; –la déclaration dûment complétée et signée
<u>Article 10 : Recouvrement</u> L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés, conformément à la loi du 24 décembre 1996, telle que modifiée par la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en	<u>Article 10 : Recouvrement</u> L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés, conformément à la loi du 24 décembre 1996, telle que modifiée par la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en

matière fiscale et la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale. L'établissement, le recouvrement et le contentieux suivent, en outre, les dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1^{er} mars 2007 et ses modifications ultérieures.

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

A défaut de paiement endéans les 5 jours, un premier rappel est envoyé par l'administration communale. Le montant de la taxe est majoré de 2 € pour couvrir les frais administratifs. Ce rappel mentionne qu'à défaut de paiement dans les 7 jours, le montant de la taxe à charge du débiteur sera doublé.

A défaut de paiement endéans les 7 jours qui suivent l'envoi du premier rappel, un second rappel est envoyé par l'administration communale. Le montant de la taxe est doublé et majoré de 2 € pour couvrir les frais administratifs. Ce rappel mentionne qu'à défaut de paiement, le débiteur pourra être poursuivi ou faire l'objet d'une exécution judiciaire, tous frais à sa charge.

La taxe est ensuite enrôlée et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins et une sommation pour paiement immédiat est adressée au débiteur.

Le dossier est ensuite transmis à l'huissier pour faire procéder à la saisie-arêt-exécution.

Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement de la taxe seront à la charge du redevable. Ces frais, droits et débours seront calculés conformément à l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations.

matière fiscale et la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale. L'établissement, le recouvrement et le contentieux suivent, en outre, les dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1^{er} mars 2007 et ses modifications ultérieures.

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

A défaut de paiement endéans les 14 jours, un premier rappel est envoyé par l'administration communale. Le montant de la taxe est majoré de 2 € pour couvrir les frais administratifs. Ce rappel mentionne qu'à défaut de paiement dans les 7 jours, le montant de la taxe à charge du débiteur sera doublé.

A défaut de paiement endéans les 7 jours qui suivent l'envoi du premier rappel, un second rappel est envoyé par l'administration communale. Le montant de la taxe est doublé et majoré de 2 € pour couvrir les frais administratifs. Ce rappel mentionne qu'à défaut de paiement, le débiteur pourra être poursuivi ou faire l'objet d'une exécution judiciaire, tous frais à sa charge.

La taxe est ensuite enrôlée et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins et une sommation pour paiement immédiat est adressée au débiteur.

Le dossier est ensuite transmis à l'huissier pour faire procéder à la saisie-arêt-exécution.

Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement de la taxe seront à la charge du redevable. Ces frais, droits et débours seront calculés conformément à l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations.

**STEDELIJKE ONTWIKKELING EN MOBILITEIT. BELASTINGREGLEMENT
BETREFFENDE HET PARKEREN OP DE OPENBARE WEG. VERLENGING.
WIJZIGING. GOEDKEURING.**

Anderlecht, 3 april 2012

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

Gelet op de herziene beraadslaging van donderdag 26 mei 2011 betreffende de verlenging en de wijziging van het belastingreglement met betrekking tot het parkeren op de openbare weg voor een termijn verstrijkend op dinsdag 31 maart 2015;

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe gemeentewet dat gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen zoals gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen en de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen goedgekeurd door de gemeenteraad op datum van 1 maart 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, en het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald en zijn bijlagen;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op het gemeentelijk mobiliteitsplan goedgekeurd door de gemeenteraad op 17 september 2009;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente;

Overwegende dat een betere rotatie van geparkeerde voertuigen moet worden nagestreefd via de uitbreiding van de blauwe zones, de betalende zones en de zones waarin het parkeren in de tijd beperkt is, met toekenning van faciliteiten aan inwoners en aan bepaalde categorieën;

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren, het volgende goed te keuren:

- de verlenging en de wijziging van het belastingreglement met betrekking tot het parkeren op de openbare weg, zoals het als bijlage voorkomt, voor een termijn van 5 jaar, beginnend op 1 juli 2011 en eindigend op donderdag 30 juni 2016;
- het behoud of de aanpassing tot groene en rode zone van de bestaande blauwe zones en de oprichting van nieuwe zones op het gemeentelijke grondgebied.
- de wijziging van de evenementenkaart

Overeenkomstig de wet, zal voornoemd besluit aan de bevoegde toeziende overheden voorgelegd worden.

Op last:
De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

J. VERHULST

G. VAN GOIDSENHOVEN

OUDE VERSIE	NIEUWE VERSIE
<u>Artikel 6: Gemeentelijke parkeerkaarten</u> a) <u>Bewonerskaart:</u> § 1. Elke persoon ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente Anderlecht kan een bewonerskaart verkrijgen per voertuig dat op zijn naam is ingeschreven of voor elk voertuig waarvan hij het permanente gebruik bewijst. Het aantal is echter beperkt tot 3 kaarten per gezin, zoals gedefinieerd in het bevolkingsregister. § 2. De bewonerskaart stelt de gebruikers nooit vrij van het gebruik van parkeermeters in een rode zone. § 3. De bewonerskaart kan worden toegekend aan een voertuig van meer dan 3,5 ton voor elke inwoner van wie de beroepsactiviteit het nut van dit voertuigtype rechtvaardigt. De aanvraag wordt aan het college van burgemeester en schepenen voorgelegd. § 4. De bewonerskaart is geldig in de sector waarin de gebruiker gedomicilieerd is. Op verzoek van de houder van de kaart, kan de geldigheid van de bewonerskaart uitgebreid worden tot een tweede sector naar keuze in de gemeente. Indien men geen tweede sector kiest, is de bewonerskaart geldig in de sector waarin de gebruiker woont en in de sector van het centrum. De houder van de bewonerskaart kan de keuze van de tweede sector van zijn kaart wijzigen. Nochtans wordt slechts een wijziging van de keuze van de tweede geldigheidssector van de bewonerskaart per jaar aanvaard. De sectoren worden door het gemeentebestuur gedefinieerd en aan de titularis van de bewonerskaart meegedeeld. De gemeente behoudt zich het recht voor de sectoren waarin de bewonerskaart geldig is te wijzigen in functie van de evolutie van de parkeerdruk. § 5. Volgend tarief is van kracht: 1. De eerste kaart van eenzelfde gezin is gratis. De kaart is geldig zolang de houder in de gemeente is ingeschreven of zolang hij zijn nummerplaat behoudt. Elke wijziging van adres, voertuig of nummerplaat moet ter plaatse aan de	<u>Artikel 6: Gemeentelijke parkeerkaarten</u> a) <u>Bewonerskaart:</u> § 1. Elke persoon ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente Anderlecht kan een bewonerskaart verkrijgen per voertuig dat op zijn naam is ingeschreven of voor elk voertuig waarvan hij het permanente gebruik bewijst. Het aantal is echter beperkt tot 3 kaarten per gezin, zoals gedefinieerd in het bevolkingsregister. § 2. De bewonerskaart stelt de gebruikers nooit vrij van het gebruik van parkeermeters in een rode zone. § 3. De bewonerskaart kan worden toegekend aan een voertuig van meer dan 3,5 ton voor elke inwoner van wie de beroepsactiviteit het nut van dit voertuigtype rechtvaardigt. De aanvraag wordt aan het college van burgemeester en schepenen voorgelegd. § 4. De bewonerskaart is geldig in de sector waarin de gebruiker gedomicilieerd is. Op verzoek van de houder van de kaart, kan de geldigheid van de bewonerskaart uitgebreid worden tot een tweede sector naar keuze in de gemeente. Indien men geen tweede sector kiest, is de bewonerskaart geldig in de sector waarin de gebruiker woont en in de sector van het centrum. De houder van de bewonerskaart kan de keuze van de tweede sector van zijn kaart wijzigen. Nochtans wordt slechts een wijziging van de keuze van de tweede geldigheidssector van de bewonerskaart per jaar aanvaard. De sectoren worden door het gemeentebestuur gedefinieerd en aan de titularis van de bewonerskaart meegedeeld. De gemeente behoudt zich het recht voor de sectoren waarin de bewonerskaart geldig is te wijzigen in functie van de evolutie van de parkeerdruk. § 5. Volgend tarief is van kracht: 4. De eerste kaart van eenzelfde gezin is gratis. De kaart is geldig zolang de houder in de gemeente is ingeschreven of zolang hij zijn nummerplaat behoudt. Elke wijziging van adres, voertuig of nummerplaat moet ter plaatse aan de

parkeerdienst gemeld worden. 2. De tweede kaart van eenzelfde gezin is één jaar geldig aan de prijs van 50 € per jaar. 3. De derde kaart van eenzelfde gezin is één jaar geldig aan de prijs van 200 € per jaar. § 6. Volgende documenten moeten bij het indienen van de aanvraag worden voorgelegd: identiteitskaart; inschrijvingsbewijs van het voertuig; eventueel het verzekeringsbewijs dat aantoonst dat de begunstigde de hoofdbestuurder van het voertuig is; de ingevulde en ondertekende verklaring.	parkeerdienst gemeld worden. 5. De tweede kaart van eenzelfde gezin is één jaar geldig aan de prijs van 50 € per jaar. 6. De derde kaart van eenzelfde gezin is één jaar geldig aan de prijs van 200 € per jaar. § 6. Volgende documenten moeten bij het indienen van de aanvraag worden voorgelegd: identiteitskaart; inschrijvingsbewijs van het voertuig; eventueel het verzekeringsbewijs dat aantoonst dat de begunstigde de hoofdbestuurder van het voertuig is; de ingevulde en ondertekende verklaring.
b) <u>Bezoekerskaart voor betalende parkeerzones:</u> § 1. Elke inwoner gedomicilieerd in een groene of rode zone, van wie het gezin niet over een bewonerskaart beschikt, kan een bezoekerskaart verkrijgen. Het aantal is beperkt tot één kaart per gezin, zoals gedefinieerd in het bevolkingsregister. De bezoekerskaart geeft, in dit geval, recht op een quota van 250 gratis parkeeruren per jaar. § 2. Elke inwoner gedomicilieerd in een groene of rode zone, van wie het gezin ten minste over een bewonerskaart beschikt, kan een bezoekerskaart verkrijgen. Het aantal is beperkt tot één kaart per gezin, zoals gedefinieerd in het bevolkingsregister. De bezoekerskaart geeft, in dit geval, recht op een quota van 50 gratis parkeeruren per jaar. § 3. De gratis duur van het ticket is beperkt tot 4u30 per dag. Het voertuig van de bezoeker moet geparkeerd zijn in de buurt van de woonst van de eigenaar van de bezoekerskaart of bewoner en uitsluitend in de groene zone. § 4. De titularis van de kaart wordt, hoofdelijk met de gebruiker, verantwoordelijk gehouden voor eventueel misbruik, met inbegrip van de ingekohierde belasting wanneer de termijn overschreden wordt of de gebruiksvoorwaarden niet nageleefd worden. § 5. De bezoekerskaart is gratis. Haar	b) <u>Bezoekerskaart voor betalende parkeerzones:</u> § 1. Elke inwoner gedomicilieerd in een groene of rode zone, van wie het gezin niet over een bewonerskaart beschikt, kan een bezoekerskaart verkrijgen. Het aantal is beperkt tot één kaart per gezin, zoals gedefinieerd in het bevolkingsregister. De bezoekerskaart geeft, in dit geval, recht op een quota van 250 gratis parkeeruren per jaar. § 2. Elke inwoner gedomicilieerd in een groene of rode zone, van wie het gezin ten minste over een bewonerskaart beschikt, kan een bezoekerskaart verkrijgen. Het aantal is beperkt tot één kaart per gezin, zoals gedefinieerd in het bevolkingsregister. De bezoekerskaart geeft, in dit geval, recht op een quota van 50 gratis parkeeruren per jaar. § 3. De gratis duur van het ticket is beperkt tot 4u30 per dag. Het voertuig van de bezoeker moet geparkeerd zijn in de buurt van de woonst van de eigenaar van de bezoekerskaart of bewoner en uitsluitend in de groene zone. § 4. De titularis van de kaart wordt, hoofdelijk met de gebruiker, verantwoordelijk gehouden voor eventueel misbruik, met inbegrip van de ingekohierde belasting wanneer de termijn overschreden wordt of de gebruiksvoorwaarden niet nageleefd worden. § 5. De bezoekerskaart is gratis. Haar geldigheidsduur is onbeperkt. Een waarborg

geldigheidsduur is onbeperkt. Een waarborg van 10 € is echter vereist. Deze wordt bij de definitieve inlevering van de kaart terugbetaald.

§ 6. Volgende documenten moeten bij het indienen van de aanvraag worden voorgelegd:
identiteitskaart;
de ingevulde en ondertekende verklaring.

c) Bezoekerskaart voor evenementen

§ 1. Elke inwoner gedomicilieerd in een groene, rode of blauwe zone gecontroleerd tussen 18u en 24u kan een bezoekerskaart voor evenementen verkrijgen. Deze kaart neemt de vorm aan van biljetten, waarvan het aantal beperkt is tot 10 per jaar te rekenen vanaf de eerste aanvraag, en per gezin, zoals gedefinieerd in de bevolkingsregisters. De biljetten kunnen per stuk worden aangekocht (aan de prijs van 0,50 €), zonder de mogelijkheid om ongebruikte biljetten naar het volgende jaar over te dragen.

§ 2. Elke inwoner gedomicilieerd in een groene of rode zone gecontroleerd tussen 18u en 24u kan tegelijk de bezoekerskaart voor betalende parkeerzones en de bezoekerskaart voor evenementen verkrijgen.

§ 3. Elk biljet laat een voertuig van een bezoeker toe om van 18u tot 24 te parkeren, voor een duur van 6u, zonder de mogelijkheid om deze duur van 6u in twee of verschillende kortere periodes op te splitsen. Het voertuig van de bezoeker moet in de buurt van de woonplaats van de eigenaar van de bezoekerskaart in de zone van het Astridpark geparkeerd zijn.

§ 4. Om het biljet te gebruiken, volstaat het om per sms de nummerplaat van het bezoekende voertuig mee te delen, net als de datum waarop hij in de groene, rode of blauwe zone wenst te parkeren, volgens de modaliteiten vermeld op het biljet. Deze gegevens worden automatisch opgenomen in de gegevensbank en stellen de bestuurder van het voertuig, waarvan de nummerplaat werd doorgegeven, vrij om een parkeerschijf achter de voorruit van zijn voertuig te plaatsen op de aangegeven datum. Het biljet kan slechts een maal gebruikt worden.

§ 5. De bezoekerskaart voor evenementen is strikt persoonlijk. Ze mag noch overgedragen,

van 10 € is echter vereist. Deze wordt bij de definitieve inlevering van de kaart terugbetaald.

§ 6. Volgende documenten moeten bij het indienen van de aanvraag worden voorgelegd:
identiteitskaart;
de ingevulde en ondertekende verklaring.

c) Bezoekerskaart voor evenementen

§ 1. Elke inwoner gedomicilieerd in een groene, rode of blauwe zone gecontroleerd tussen 18u en 24u kan een bezoekerskaart voor evenementen verkrijgen. Deze kaart neemt de vorm aan van biljetten, waarvan het aantal beperkt is tot **20** per jaar te rekenen vanaf de eerste aanvraag, en per gezin, zoals gedefinieerd in de bevolkingsregisters. De biljetten kunnen per stuk worden aangekocht (aan de prijs van 0,50 €), zonder de mogelijkheid om ongebruikte biljetten naar het volgende jaar over te dragen.

§ 2. Elke inwoner gedomicilieerd in een groene of rode zone gecontroleerd tussen 18u en 24u kan tegelijk de bezoekerskaart voor betalende parkeerzones en de bezoekerskaart voor evenementen verkrijgen.

§ 3. Elk biljet laat een voertuig van een bezoeker toe om van 18u tot 24 te parkeren, voor een duur van 6u, zonder de mogelijkheid om deze duur van 6u in twee of verschillende kortere periodes op te splitsen. Het voertuig van de bezoeker moet in de buurt van de woonplaats van de eigenaar van de bezoekerskaart in de zone van het Astridpark geparkeerd zijn.

§ 4. Om het biljet te gebruiken, volstaat het om per sms de nummerplaat van het bezoekende voertuig mee te delen, net als de datum waarop hij in de groene, rode of blauwe zone wenst te parkeren, volgens de modaliteiten vermeld op het biljet. Deze gegevens worden automatisch opgenomen in de gegevensbank en stellen de bestuurder van het voertuig, waarvan de nummerplaat werd doorgegeven, vrij om een parkeerschijf achter de voorruit van zijn voertuig te plaatsen op de aangegeven datum. Het biljet kan slechts een maal gebruikt worden.

noch doorverkocht worden aan derden. De titularis van de kaart wordt, hoofdelijk met de gebruiker, verantwoordelijk gehouden voor eventueel misbruik, met inbegrip van de ingekohierde belasting wanneer de termijn overschreden wordt of de gebruiksvoorwaarden niet nageleefd worden. In geval van overdracht van de bezoekerskaart voor evenementen aan derden, verliest de titularis van deze kaart het voordeel van de bezoekerskaart voor evenementen. § 6. Volgende documenten moeten bij het indienen van de aanvraag worden voorgelegd: identiteitskaart; de ingevulde en ondertekende verklaring.	§ 5. De bezoekerskaart voor evenementen is strikt persoonlijk. Ze mag noch overgedragen, noch doorverkocht worden aan derden. De titularis van de kaart wordt, hoofdelijk met de gebruiker, verantwoordelijk gehouden voor eventueel misbruik, met inbegrip van de ingekohierde belasting wanneer de termijn overschreden wordt of de gebruiksvoorwaarden niet nageleefd worden. In geval van overdracht van de bezoekerskaart voor evenementen aan derden, verliest de titularis van deze kaart het voordeel van de bezoekerskaart voor evenementen. § 6. Volgende documenten moeten bij het indienen van de aanvraag worden voorgelegd: identiteitskaart; de ingevulde en ondertekende verklaring.
<u>Artikel 10: Invordering</u> De instelling, inning en geschillen worden geregeld overeenkomstig de wet van 24 december 1996, gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen en de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken. De vestiging, de invordering en de geschillen volgen bovendien de bepalingen van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, goedgekeurd door de gemeenteraad op datum van 1 maart 2007 en zijn latere wijzigingen. Wanneer de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ingekohierd en is ze onmiddellijk invorderbaar. Indien de betaling niet binnen de 5 dagen gebeurt, verstuurt het gemeentebestuur een eerste aanmaning. Het bedrag van de belasting wordt vermeerderd met 2 € om de administratieve kosten te dekken. Deze aanmaning vermeldt dat het bedrag van de belasting, indien dit niet binnen de 7 dagen betaald wordt, verdubbeld wordt. Indien de betaling niet binnen de 7 dagen gebeurt, verstuurt het gemeentebestuur een tweede aanmaning. Het bedrag van de belasting wordt verdubbeld en vermeerderd met 2 € om de administratieve kosten te dekken. Deze aanmaning vermeldt dat de schuldenaar bij gebreke aan betaling	<u>Artikel 10: Invordering</u> De instelling, inning en geschillen worden geregeld overeenkomstig de wet van 24 december 1996, gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen en de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken. De vestiging, de invordering en de geschillen volgen bovendien de bepalingen van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, goedgekeurd door de gemeenteraad op datum van 1 maart 2007 en zijn latere wijzigingen. Wanneer de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ingekohierd en is ze onmiddellijk invorderbaar. Indien de betaling niet binnen de 14 dagen gebeurt, verstuurt het gemeentebestuur een eerste aanmaning. Het bedrag van de belasting wordt vermeerderd met 2 € om de administratieve kosten te dekken. Deze aanmaning vermeldt dat het bedrag van de belasting, indien dit niet binnen de 7 dagen betaald wordt, verdubbeld wordt. Indien de betaling niet binnen de 7 dagen gebeurt, verstuurt het gemeentebestuur een tweede aanmaning. Het bedrag van de belasting wordt verdubbeld en vermeerderd met 2 € om de administratieve kosten te dekken. Deze aanmaning vermeldt dat de schuldenaar bij gebreke aan betaling

vervolgd kan worden of het voorwerp kan uitmaken van gerechtelijke beslechting, waarbij alle kosten door hem gedragen worden. De belasting wordt vervolgens ingekohierd en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen en een oproep tot onmiddellijke betaling wordt aan de schuldenaar overgemaakt. Het dossier wordt daarna aan de deurwaarder overgemaakt om over te gaan tot uitvoering van het beslag onder derden. De kosten, rechten en uitgaven die tijdens alle fasen van de invordering van de belasting veroorzaakt worden, zijn ten laste van de schuldenaar. Deze kosten, rechten en uitgaven worden berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 november 1976 tot vaststelling van het tarief voor akten van gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van het tarief van sommige toelagen.	vervolgd kan worden of het voorwerp kan uitmaken van gerechtelijke beslechting, waarbij alle kosten door hem gedragen worden. De belasting wordt vervolgens ingekohierd en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen en een oproep tot onmiddellijke betaling wordt aan de schuldenaar overgemaakt. Het dossier wordt daarna aan de deurwaarder overgemaakt om over te gaan tot uitvoering van het beslag onder derden. De kosten, rechten en uitgaven die tijdens alle fasen van de invordering van de belasting veroorzaakt worden, zijn ten laste van de schuldenaar. Deze kosten, rechten en uitgaven worden berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 november 1976 tot vaststelling van het tarief voor akten van gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van het tarief van sommige toelagen.
--	--

<i>Présents-Aanwezig</i>	<i>Pour-Voor</i>	<i>Contre-Tegen</i>	<i>Abst.-Onth.</i>
40	39	1	-

A voté contre - Stemde tegen :

W. Vandenbossche.

ADOpte - AANGENOMEN

Le Secrétaire communal - De Gemeentesecretaris
(s.) (get.) J. VERHULST

Le Bourgmestre-Président - De Burgemeester-Voorzitter:
(s.) (get.) G. VAN GOIDSENHOVEN

**POUR EXPÉDITION CONFORME :
VOOR EENS LIDEND AFSCHRIFT :**

Par ordonnance - Op last :
Le Secrétaire communal - De Gemeentesecretaris

Par délégation - In opdracht :
L'Echevin - De Schepen

J. VERHULST

M. AKOZ

